



La détention administrative de Khalida Jarrar prolongée de 6 mois

Description

Khalida Jarrar est une éminente militante des droits humains et féministe, chercheuse à l'université de Birzeit. Elle a été membre du Conseil législatif palestinien. Elle est emprisonnée par Israël au titre de la « détention administrative », soit sans motif ni procès, depuis plus d'un an.

Par l'Agence Média Palestine, le 6 janvier 2025



Militante féministe et figure emblématique de la gauche palestinienne, [Khalida Jarrar](#) est emprisonnée depuis plus d'un an par Israël, sans motif déclaré ni procès, comme l'autorise le cadre illégal de la « détention administrative », vivement critiquée par les défenseur·ses des droits humains et des droits des prisonnier·es. Le 26 décembre 2024, soit un an après son arrestation, sa détention a été renouvelée pour une période de six mois supplémentaires. De la même manière, son isolement carcéral a été prolongé jusqu'au 22 janvier prochain.

Depuis le mois de août en effet, les conditions de détentions déjà difficiles de Khalida Jarrar ont été aggravées avec son placement à l'isolement, soit dans une cellule de 1,5 sur 2 mètres,

sans aération ni fenêtre. La cellule comprend une très petite salle de bain avec des toilettes et une douche. La militante détenue manque cruellement de produits d'hygiène personnelle et de vêtements, et n'a accès qu'à des quantités très limitées d'eau. En outre, la nourriture fournie est de mauvaise qualité et en très petites quantités, rapportent ses avocats.

Il faut noter que Jarrar, âgée de 61 ans, souffre de problèmes de santé et qu'elle a besoin d'un régime alimentaire spécial, que l'administration pénitentiaire israélienne refuse de prendre en compte. Selon l'organisme de défense des droits des prisonniers Addameer, la pratique israélienne de « négligence médicale délibérée à l'égard des prisonniers » est systématique « dans toutes les prisons et tous les centres de détention » israéliens.

Khalida Jarrar fait partie des 90 femmes palestiniennes actuellement emprisonnées dans des conditions très difficiles par les autorités israéliennes. Addameer dénonce « une augmentation notable des arrestations de femmes », constatant que « le nombre de femmes palestiniennes placées en détention administrative au cours des derniers mois s'est élevé à 30, dont 23 sont toujours en détention » le chiffre le plus élevé enregistré depuis des années. Cette politique arbitraire met en évidence l'intensification de l'utilisation par l'occupation de la détention administrative comme outil de répression des activistes palestiniens, hommes et femmes. »

Emprisonnement politique

« Khalida Jarrar a été emprisonnée en guise de sanction pour ses travaux universitaires et de recherche. Son emprisonnement est une attaque contre le monde universitaire palestinien et contre le droit universel à l'éducation » dénonce la campagne internationale de soutien aux prisonnières palestiniennes Dismantle Damon dans un communiqué.

Peu avant son arrestation, elle avait publié un article de recherche sur les conditions de détention dans les prisons sionistes après le 7 octobre et devait participer à un colloque international. L'article en question, chapeauté par la Commission Indépendante des Droits Humains (ICHR), s'intitule « dossier de recherche sur les violations commises sur les prisonniers et les prisonnières au cours de la guerre génocidaire de Gaza ». Khalida Jarrar y dénonce l'augmentation des crimes commis par les autorités israéliennes à l'égard des prisonniers palestiniennes et analyse leur ancrage dans la violence coloniale. La militante a été arrêtée la veille du colloque où elle devait présenter les résultats de cette recherche.

La détention administrative est une procédure qui permet à l'armée israélienne de tenir indéfiniment des prisonniers sur la base d'informations secrètes, sans les inculper ni leur permettre de comparaître devant un tribunal. Les organisations de défense des droits humains et des droits des prisonniers dénoncent une pratique qui permet l'emprisonnement politique des opposantes à Israël.

Dans un communiqué, Addameer considère que « la détention de Jarrar fait partie de la politique systématique pratiquée par les forces d'occupation contre les militants des droits de l'homme et les activistes civils de la société palestinienne. Cette politique vise à les cibler et à les réprimer en permanence afin de les empêcher de remplir leur rôle de sensibilisation de la société palestinienne à ses droits politiques et civils et d'étouffer leurs efforts de soutien et d'appui à la résistance du peuple palestinien contre l'occupation. »

date crĂ©e
2025/01/06